

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Entrepôt SCI LOGISTIQUE BOLLENE Bât 3**

129 rue de Turenne  
75003 Paris

Références : D-0159-2026  
Code AIOT : 0006413571

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement Entrepôt SCI LOGISTIQUE BOLLENE Bât 3 implanté ZAC Pan Euro Parc 84500 Bollène. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la mise en service de l'entrepôt Bollène 3, l'inspection des installations classées a contrôlé la conformité des installations, notamment des éléments constructifs et des moyens de protection incendie et ce, vis-à-vis des prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Des modifications sont intervenues par rapport au projet initial et elles ont été communiquées dans un dossier de porter à connaissance daté du 16 février 2024. Il s'agissait lors de cette inspection de statuer sur la non substantialité de la demande et les éléments fournis.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Entrepôt SCI LOGISTIQUE BOLLENE Bât 3
- ZAC Pan Euro Parc 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006413571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique SCI Bollène 3 est situé ZAC "Pan Euro Parc" sur la commune de Bollène (84500).

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques 1510, 1450, 1630, 4331, 4755 et 4801

Le bâtiment principal de 89449 m<sup>2</sup> est composé de 15 cellules d'environ 6000m<sup>2</sup> chacune et de 2 demi-cellules (3b et 15b) dédiées au stockage de matières dangereuses.

le bâtiment est actuellement loué à trois entreprises .

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 10

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Accessibilité au site	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.1	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des rubriques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 1.2.1	Sans objet
2	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 1.3.1	Sans objet
3	Défense incendie : essais	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7	Sans objet
4	Défense incendie : sprinklage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7-I	Sans objet
5	Défense incendie : colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7-III	Sans objet
6	Défense	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie : poteaux incendie	article 9.3.7-IV	
7	Défense incendie : plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.9	Sans objet
8	Dispositions constructives : comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.2.1	Sans objet
9	Défense incendie : désenfumage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.6	Sans objet
10	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.4.4	Sans objet
11	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 10.2	Sans objet
12	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.2.2	Sans objet
14	Voie engins	Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.3 et 9.3.4	Sans objet
15	Interdiction de tous les PFAS	Règlement européen du 02/10/2025, article Entrée 82 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'exception du marquage de la zone d'accès pompier, les éléments constructifs, éléments de protection incendie, aménagement du site sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 30/12/2020.

Les modifications vis-à-vis du projet initial demandent des vérifications complémentaires notamment concernant la nature du mur séparatif entre les demi-cellules 15a et 15b, le SDIS ayant conditionné un avis favorable à la construction d'un mur inter cellulaire REI 240 . Il en va de même pour la réduction des espaces verts du site qui nécessite de vérifier l'absence d'impact sur les mesures ERC prévues initialement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des rubriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Nomenclature ICPE r u b r i q u e s c o n c e r n é e s	Régime*	N a t u r e d e l' i n s t a l l a t i o n (bâtiment / atelier / procédés...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1450-1	A	Cellule 4b	50 t
1510-2.b	A	<p>Superficie des cellules de stockage : 95 792m<sup>2</sup> Hauteur au faîtage : 13,95m</p> <p>Les cellules 1 à 4.a et 5 à 16 pourront être réfrigérées pour un volume de <b>301 585 m<sup>3</sup></b></p>	<b>1 336 298 m<sup>3</sup></b>
1630-1	A	Stockage de lessives de sodas	<b>500 t</b>
4331-1	A	Cellule 4b	1000 t
4755-2.a	A	Cellule 4b	500 m <sup>3</sup>
4801-1	A		1000 t
1185-2.a	D	Utilisation de gaz à effet de serre fluorés dans les équipements frigorifiques ou climatiques	<b>400 kg</b>

1436-2	D	Cellule 4b	500 t
2910-a.2	D	Chaudière au gaz naturel	2MW
2925-1	D	8 locaux de charge	1 600 kW
4120-2.b	D	Stockage de substances et mélanges liquides de toxicité aiguë de catégorie 2 (ex : pesticides liquides...)	9 t
4130-2.b	D		9 t
4140-2.b	D		9 t
4150-2	D		5 t
4320-2	D	Cellule 4b	40 t
4321-2	D		500 t
4330-2	D		1 t
4441-2	D		7 t
4510-2	D		50 t

4511	NC		80 t
4718-1	NC		5 t
4734-2	NC		1 t
4741	NC		15 t

#### Constats :

L'entrepôt est aujourd'hui loué par trois entreprises .

À partir de l'audit de recellement transmis par l'exploitant et des échanges lors de l'inspection, il a été constaté les modifications des volumes d'activité ou caractéristiques listées ci-après. Ces modifications ne changent pas les régimes associés aux rubriques mais seront intégrées après analyse de l'inspection dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui sera proposé à l'issue de l'instruction du dossier de porter à connaissance.

Rubrique 1510 : 1252779 m<sup>3</sup> pour une surface de 89850 m<sup>2</sup>. La diminution de capacité provient du fait de la construction d'un entrepôt de 15 cellules au lieu des 16 prévues initialement.  
L'entrepôt à ce jour ne dispose pas de cellules réfrigérées.

Rubrique 2910-a-2 : la puissance cumulée des deux chaudières au gaz naturel est de 3,9 MW au lieu des 2 MW prévus initialement

Rubrique 4441-2 : le volume de liquides comburants stockés a été porté à 6 t

L'exploitant stocke dorénavant des solides comburants classés dans la rubrique 4440 à hauteur d'une tonne (NC)

Ces modifications seront prises en compte lors de l'instruction du dossier de porter à

connaissance dans sa version du 16/02/2024

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conformité au dossier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 1.3.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Dépot de porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions des arrêtés ministériels susvisé et de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cette attestation est établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

**Constats :**

Des modifications relatives aux stockages de liquides inflammables ont été demandées dans un dossier de porter à connaissance dans sa version du 16/02/2024. Ces modifications sont les suivantes :

- modification de l'emprise du site, 15 cellules ayant été construites sur les 16 prévues initialement. Par ailleurs les modifications concernent également la diminution des surfaces d'espaces verts remplacées par des surfaces de voirie (+4183 m<sup>2</sup>).

L'écologue Naturalia mandaté par l'exploitant a relevé l'absence d'impact significatif résiduel supplémentaire sous réserve de la bonne application des mesures ERC proposées initialement.

- remplacement des pannes de la charpente incombustibles par des pannes en bois R15 ainsi que pour les toitures des locaux de charge

- stockage de produits combustibles dans la cellule initialement dédiée aux liquides inflammables (cellule 3b). Pour cette cellule, à l'exception de l'émergence en toiture, le mur coupe-feu scindant en deux la cellule n'a pas été construit et les tuyauteries acheminant les eaux d'extinction incendie vers le bassin de rétention n'ont pas été installées. Il a également été relevé que la membrane du bassin de rétention de la cellule 3b n'est pas en matière incombustible.

- création d'une cellule dédiée au stockage de liquides inflammables et aérosols inflammables (cellule 15b)

- rétention déportée des cellules de liquides inflammables par l'intermédiaire de canalisations enterrées de type tubosider d'un volume de 1021,4 m<sup>3</sup> attesté par l'entreprise Colas.



- modification de la gestion des eaux pluviales, l'emplacement prévu initialement n'était pas compatible avec la topographie du site. Un PAC relatif à la gestion des eaux de la ZAC a été transmis en avril 2023 à la police de l'eau de DDT.

- augmentation de la puissance des installations de combustion de 2 à 3,9 MW

- modification du local et des cuves sprinklers d'un volume de 1080 m<sup>3</sup> pour l'alimentation des sprinklers et les RIA en plus des deux réserves de la ZAC prévues initialement.

- implantation d'ombrières photovoltaïques d'une surface de 2754 m<sup>2</sup>

- installation de panneaux photovoltaïques en toiture pour lequel l'exploitant dispose d'un permis de construire. Ces équipements n'ont pas encore été installés

- installation de recharges de véhicules électriques

- modification des écrans de cantonnement

- modification de la détection incendie dans les bureaux limitrophes des cellules de stockage

Le dossier a reçu un avis favorable du SDIS en date du 11/06/2026 sous réserve de plusieurs préconisations parmi lesquelles :

- transmettre le descriptif des moyens d'extinction des nappes enflammées des cellules de liquides inflammables

- déplacer les poteaux incendie n°6 et 7

- mettre en place un mur REI 240 entre les cellules 15 a et 15b à l'instar du mur séparant les cellules 3a et 3b, à ce jour le mur séparatif est REI 120.

- de détailler avec précision les caractéristiques techniques et les capacités de résistance thermiques et mécaniques des canalisations enterrées et de la couverture rajoutée au niveau des bassins de rétention déportés.

- préciser le type exact d'équipement d'alarme incendie mis en place au sein de l'établissement

L'exploitant a transmis un mémoire en réponse à la note du SDIS en date du 8 juillet 2024.

Le jour de l'inspection nous avons pu constater :

- que la cellule 3b ne contenait pas de liquides inflammables et que la cellule 15b en contenait ainsi que des aérosols

- l'absence de mur de séparation dans la cellule 3

- la présence de la structure d'ombrières non équipées de panneau photovoltaïques

- la présence d'huiles alimentaires dans la cellule 13

- la présence sur le site de l'entrepôt Bollène 3 de réserves d'eau et d'un local de sprinklage non mutualisé
- la panne de charpente en bois

L'instruction du dossier de porter à connaissance permettra de conclure sur la substantialité des modifications. L'avis du SDIS 84 sera demandé concernant la modification des cellules liquides inflammable, notamment au regard du mémoire en réponse de l'exploitant et des simulations des flux thermiques. L'avis du service biodiversité de la DREAL PACA le cas échéant ou les réductions d'espaces vert impactent les mesures ERC prévues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Défense incendie : essais

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7

**Thème(s) :** Autre, Essais du réseau d'extinction incendie

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : Une réserve incendie est implantée dans la ZAC. Cette réserve est d'usage commun pour l'ensemble des bâtiments. Elle est constituée de 2 réserves d'eau d'un volume unitaire de 1 565 m<sup>3</sup> (non interconnectées) et de 2 groupes motopompes d'une capacité de 940 m<sup>3</sup> /h. Cette installation permettra d'alimenter à la fois l'installation sprinkler du bâtiment (540 m<sup>3</sup>/h pendant 1 h), les RIA (36 m<sup>3</sup> /h pendant 20 min) et le réseau incendie du site (270 m<sup>3</sup>/h pendant 4 h ou 3h45 en fonctionnement dégradé si uniquement la deuxième réserve est utilisée pour secourir la première) qui fournira l'eau aux poteaux incendie. Les colonnes sèches seront alimentées par le réseau d'eau de ville.

#### **Constats :**

Le site Bollène 3 dispose des réserves mutualisées de la ZAC et de réserves propres pour l'alimentation du sprinklage et des RIA avec deux cuves de 564 m<sup>3</sup>.

Les moyens mutualisés sont répartis ainsi au niveau de la ZAC :

Bâtiment Bollène 1 : la défense incendie repose uniquement sur les moyens mutualisés

Bâtiment Bollène 2 : dispose de moyens propres et utilise des moyens mutualisés si les moyens propres ont été utilisés

Bâtiment Bollène 3 : moyens mutualisés pour les 26 poteaux incendie, eau du réseau pour les 6 poteaux incendie externes et moyens propres pour le sprinklage et les RIA

La gestion technique des moyens mutualisés est assurée par une entité propre à Altarea propriétaire actuel du site.

Le volume d'eau d'extinction incendie des cuves du site dédié au sprinklage est de 1128 m<sup>3</sup>. Les besoins prescrits sont de 540 m<sup>3</sup> pour le sprinklage et de 12 m<sup>3</sup> pour les RIA soit 552 m<sup>3</sup>. La capacité en eau du site disponible est donc suffisante par rapport à la prescription.

Le volume d'eau d'extinction incendie des cuves de la ZAC dédié à l'alimentation des poteaux incendie est de 3130 m<sup>3</sup>. Les besoins prescrits sont de 1080 m<sup>3</sup> (270 m<sup>3</sup>/h pendant 4 h). La capacité en eau de la ZAC site est donc suffisante par rapport à la prescription.

Altarea a transmis un rapport daté du 29/02/2024 de la société Alteos. Ce rapport indique pour les motopompes 1 et 2 dédiées à l'alimentation du sprinklage des débits supérieurs à 540 m<sup>3</sup>/h

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Défense incendie : sprinklage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sprinklage

**Prescription contrôlée :**

1. Installation d'extinction automatique (sprinklage)

La protection est assurée par une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée de type « Sprinklers - ESFR » et est conforme à la norme NFPA, avec nappe de sprinklers sous toitures et sans nappe intermédiaire dans les racks pour les cellules de stockage classique (hors produits dangereux). Une protection incendie spécifique par nappe intermédiaire est prévue pour le stockage des produits dangereux (liquides inflammables / aérosols). Ce système d'extinction automatique d'incendie doit répondre aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présenter une efficacité équivalente, afin d'éteindre tout type d'incendie susceptible de s'y produire.

L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité permanente d'eau dans l'installation. À cet effet, un contrôle de niveau déclenchant une alarme sonore est mis en place.

**Constats :**

Lors de l'inspection nous avons pu contrôler la présence de deux cuves dédiées au sprinklage d'un volume unitaire de 564 m<sup>3</sup> et de deux motopompes. Le jour de l'inspection les vérifications hebdomadaires du système de pompes étaient à jour.

Dans l'entrepôt nous avons pu constater la présence d'un réseau de sprinklage dans les cellules 3, 13, 14 et 15. Nous avons pu vérifier la présence de sprinklage dans les racks des cellules 15b et 13. L'exploitant a présenté une déclaration n°W230017 en date du 16/09/2024 de la société Sprinkable indiquant un écart avec le référentiel NFPA 13 en raison d'un RIA repris sur une source d'eau NFPA. Cette réserve a été levée après modification et attestation de la société HSI délivrée le 30/10/2024.

Le procès-verbal de réception daté du 30/10/2024 délivré par la société Alteos indique que les réseaux sous toiture avaient été posés conformément aux référentiels :

- NFPA13 et NFPA30 pour les réseaux in-racks huiles des cellules 12, 13, 14 et 15a et pour les réseaux in-racks liquides inflammables cellule 15B
- NFPA30B pour les réseaux in-racks aérosols de la cellule 15B.

Altarea a transmis un rapport daté du 29/02/2024 et sans référence de la société Alteos. Ce rapport indique pour les motopompes 1 et 2 dédiées à l'alimentation du sprinklage des débits supérieurs à 540 m <sup>3</sup> /h
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Défense incendie : colonnes sèches**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Colonnes sèches
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. colonnes sèches</p> <p>La protection des murs séparatifs entre les cellules est assurée par des colonnes sèches pour permettre le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes.</p>
<b>Constats :</b> <p>Sur site nous avons pu vérifier la présence de colonnes sèches pour le refroidissement des murs coupe-feu en cas d'incendie. L'exploitant a présenté des clichés réalisés lors du dernier exercice avec le SDIS, clichés montrant la mise en œuvre d'une colonne sèche.</p> <p>Nous avons pu consulter par sondage des procès verbaux d'essais des colonnes sèche délivrés par Sprinklable daté du 13/03/2024 et concernant les colonnes sèches C11, C7 et C14. Les procès verbaux consultés indiquant des essais « satisfaisants ».</p> <p>Les essais de débit réalisés par la société Berthouly retranscrits dans le rapport du 16/02/2024 indiquent que le raccordement de la colonne C8-C9 aux poteaux incendie 10, 11 et 12 permet d'obtenir un débit supérieur à 200 m<sup>3</sup>/h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Défense incendie : poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.7-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Poteaux incendie</p> <p>La défense incendie est constituée par 20 poteaux incendie (PI) alimentés à partir d'une canalisation en Ø 250. Un fonctionnement en simultané est possible sur 5 poteaux incendie garantissant un débit simultané de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures (3h45 en fonctionnement dégradé si uniquement la deuxième réserve est utilisée pour secourir la première). Les PI sont couplés avec la mise en place de vannes de sectionnement. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>De plus, 6 poteaux incendie seront implantés le long des voiries communes de la ZAC et seront alimentés indépendamment des poteaux incendie des sites privés de la ZAC.</p>

**Constats :**

Sur site nous avons vérifié la présence de poteaux incendie sur le pourtour de l'entrepôt. Nous avons consulté le rapport d'essai de la société Berthouly du 16/02/2024 du lot 3, correspondant au test de 24 poteaux incendie. Les débits unitaires sous 1 bar sont tous supérieurs à 120 m³/s. Le débit en simultané testé sur les poteaux 15, 16 et 17 est supérieur à 360 m³/s et donc conforme à la prescription.

Sur site nous avons vérifié la présence de poteaux incendie à l'extérieur du site. Nous avons consulté le rapport d'essai de la société Berthouly du 27/07/2023. Les débits unitaires sous 1 bar sont tous supérieurs à 120 m³/s avec ou sans le fonctionnement du surpresseur.

Le débit en simultané testé sur les poteaux 1, 4 et 5 est de 263 m³/s et donc conforme à la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Défense incendie : plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :****1. Plan de défense incendie**

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule et de la ou les cellules de liquides inflammables.

1. Pour l'ensemble de l'installation le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan des réseaux prévus à l'Article 5.4.2
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point Article

9.3.6 ;

- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point Article 9.4.2 ;
- les mesures particulières prévues au point Article 9.4.3.
- les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection prévues à l' Article 9.4.4 ;
- les hypothèses et justificatifs de dimensionnement des rétentions prévues à l'article 9.5.1 VI ,

#### Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie dans sa mise à jour du 8 avril 2025. Le document traite de l'ensemble des items prescrits par l'article 9.3.9.

Un doute subsistait dans le PDI quand à la désignation d'une société de télésurveillance. Ce point a été levé post-inspection, la société Sécuritas a en charge la télésurveillance du site (contrat n°1XX00005166) du 27/03/2025).

Du fait de la présence de trois locataires dans cet entrepôt, nous attirons cependant l'attention de l'exploitant sur la nécessité de mise à jour régulière de ce plan.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Dispositions constructives : comportement au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Comportement au feu

#### Prescription contrôlée :

La stabilité au feu de la structure de l'entrepôt est R 15.

Cellules 1 à 3,4a, 5 à 16 et 4b :

Structure :	Charpente principale et secondaire Stabilité au feu R 60 (poteaux, poutres, fermes) et R 30 pour les pannes.
Murs séparatifs :	REI 120 avec dépassement en toiture de 1 m et sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. Des colonnes sèches sont installées au droit des murs coupe-feu séparatifs.
Murs extérieurs :	façade Est : écran thermique EI 120 toute hauteur, façade Nord : écran thermique EI 120 toute hauteur (et EI 240 et en matériaux de classe A2s1d0 pour la cellule 4b),

	A2s1d0 pour la cellule 4b), façade Ouest : écran thermique EI 120 toute hauteur , façade Sud côté quai : bardage métallique double peau
Couverture :	L'ensemble satisfait la classe et l'indice Broof (t3) les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0
Portes de communication :	Portes coupe-feu EI 120 avec fermeture automatique
Sols :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les cellules 1 à 4a et 5 à 16 sol Béton,</li> <li>• pour la cellule 4b le sol est de classe A1fl.</li> </ul>

Autre locaux :

Murs séparatifs :	REI 120
Porte coupe-feu :	Porte coupe-feu EI2.120c

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt et en sus des dispositions des dispositions constructives précédentes, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées, ils sont de la classe d0;
- Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2;
- Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C
- À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de

stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120, ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés, tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et intégrés au dossier prévu à Article 3.6.1 .

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Le degré de résistance au feu des murs séparatifs sera indiqué au droit de ces murs, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Les dispositions constructives du bâtiment Bollène 3 ont fait l'objet de contrôles dont l'exploitant a transmis les attestations dans le dossier de recollement, nous avons relevé parmi celles-ci :

- l'attestation de non ruine en chaîne N°13L586 du 21 février 2024 délivrée par CMBP

- l'attestation de conformité REI 120 des planchers haut et des parois séparatives des locaux techniques, du local de chaufferie, du local SPK, attestation délivrée par la société SPM datée du 29/02/2023

- l'attestation des portes internes coulissantes EI 120 n°02.01.38 du 04/01/2022 délivré par ASSA ABLOY

- l'attestation des portes internes piéton EI 120 n°02-0138 du 04/01/2022 délivré par l'AFNOR

La résistance au feu des murs et poteaux est détaillée et certifiée par le rapport de non ruine en chaîne n°20230120 du 28/02/2023 délivré par la société GP ingénierie.

Concernant les portes coupe feu lors de la visite de l'entrepôt nous avons procédé par sondage et constaté de la présence des certifications apposées sur les portes battantes et coulissantes des murs séparatifs C13-14 et C14-15.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Défense incendie : désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

##### **1. Désenfumage**



Les locaux à risque incendie, y compris les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et à une hauteur minimale de 1 mètre sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieur ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

#### 1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie

Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt. « Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.

Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. « Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.

Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

**Constats :**

Lors de la visite de l'entrepôt nous avons constaté la présence d'exutoires de désenfumage dans les cellules de stockage et de leurs commandes en deux points de chaque cellule.

L'exploitant a transmis les éléments relatifs à la mise en service du désenfumage :

- selon les plans transmis, l'entrepôt dispose de 421 exutoires de 6 m<sup>2</sup> chacun pour une surface de bâtiment de 89449 m<sup>2</sup>. Ces exutoires sont répartis en 62 cantons. Le ratio de la surface d'exutoire par rapport à la surface totale du bâtiment est de 2,82 %
- l'attestation de tenue au feu 15 minutes des exutoires de désenfumage est attestée par le PV n°EFR-18-001551-E
- le certificat d'essai pour 93 commandes de désenfumage délivré le 30/09/2024 par la société ETDN
- l'attestation que « l'actionnement d'une commande de désenfumage empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commande », l'attestation a été délivrée par la société Face Ile de France le 19/02/2024

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

**Prescription contrôlée :**

**1. Détection automatique d'incendie**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles pour les cellules frigorifiques, les locaux techniques, armoires techniques pour les bureaux à proximité des stockages, et pour les parties de l'installation recensée selon les dispositions de l'Article 9.1.1

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine et des parties de l'installation recensée selon les dispositions de l'Article 9.1.1, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance de ces matériels.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre et tenues à la

disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La détection incendie est assurée par le déclenchement des têtes de sprinkler situées dans chacune des cellules du bâtiment. Le déclenchement s'opère lors du franchissement d'un seuil de température, le report de l'alarme du système de sprinklage à la centrale SSI a été certifié par la société Advisor sécurité le 16/02/2024.

L'alarme reportée au SSI a pour conséquence le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore, le compartimentage des cellules et la transmission au service de télésurveillance. Ces éléments sont certifiés par la société Advisor sécurité en date du 16/02/2024.

Le système de détection incendie est complété par une détection de fumée au niveau des portes des quais et du local de chaufferie et une détection par aspiration dans la cellule liquide inflammable 15b.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Local de charge**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 10.2

**Thème(s) :** Autre, Local de charge

**Prescription contrôlée :**

**1. Dispositions relatives aux installations sous la rubrique 2925 (Local de charge)**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après :

$Q = 0,05 n I$  où  $Q$  = débit minimal de ventilation, en m<sup>3</sup>/h,  $I$  = courant d'électrolyse, en A et  $n$  = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

**1. Seuil de concentration limite en hydrogène**

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) doit interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

**1. Recharge hors des locaux de recharge**

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

Le local de recharge de batteries des chariots automoteurs est exclusivement réservé à cet effet .
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrepôt dispose de huit locaux de charge. Lors de la visite sur place nous avons pu constater dans le local de charge au niveau de la cellule 14 la présence d'un système d'extraction d'air, d'un détecteur d'hydrogène et d'un regard pour le recueil des éventuelles fuites d'acide. Aucune autre activité n'était en place dans le local de charge, et nous n'avons pas constaté de recharge de batterie en dehors des locaux dédiés.</p> <p>La société Lubin energy a transmis une attestation de mise en service des extracteurs en date du 21/10/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis les 3 attestations de conformité délivrées à chacune des tranches de mise en service des détecteurs d'hydrogène :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- attestation n° 240403135515 du 03/04/2024 délivrée par la société Teledyne</li> <li>- attestation n° 240709181043 du 09/07/2024 délivrée par la société Teledyne</li> <li>- attestation n° 240227092521 du 22/02/2024 délivrée par la société Teledyne</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chaufferie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Chaufferie :</p> <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2.120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>À l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li> <li>• un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>• un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté sur le terrain que le local de chaufferie est situé à l'extérieur de l'entrepôt et que l'accès s'effectue par l'extérieur sans communication directe avec la cellule 8 de stockage adjacente. La paroi séparative est de type REI 120 à l'instar des parois périphériques de l'ensemble de l'entrepôt et comme attesté par la société SPM en date du 29/02/2023.</p> <p>Nous avons également constaté la présence d'une vanne de coupure de gaz située à l'extérieur à l'arrière du local, d'un dispositif de coupure de l'alimentation électrique et d'un système d'alarme incendie.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 13 : Accessibilité au site**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.1
---

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de secours
---

Prescription contrôlée :
--------------------------

**1. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Des rampes d'accès sont prévues pour permettre l'accès des services de secours en permanence. Leur pente sera inférieure à 10%.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit "

Constats :
------------

Nous avons constaté de présence de deux accès au site permettant le passage de véhicule lourds. Ces accès sont fermés par des portails dont l'ouverture est actionnable par une clé polycoise. Lors de la visite ces accès étaient dégagés. La voie d'accès est à plat et ne présente donc clairement pas une pente supérieure à 10 %.

Nous avons relevé l'absence de mention accès pompier sur l'accès réservé à cet usage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
---

L'exploitant devra matérialiser au sol la voie d'accès pompier.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

**N° 14 : Voie engins**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2020, article 9.3.3 et 9.3.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens d'intervention
---

Prescription contrôlée :
--------------------------

**1. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Les voies "engins " mentionnées à Article 9.3.1 permettent le croisement des engins de secours.

### **1. Aires de stationnement**

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins »

#### **1. Mises en station des moyens aériens**

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin. Les murs coupe-feu séparant les cellules sont :

- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit des murs coupe-feu à leurs deux extrémités.
- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes (comme des colonnes sèches au-dessus des murs coupe-feu séparatifs entre cellules) permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,
- elle comporte une matérialisation au sol,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

#### **1. Mises en station des engins**

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie

- Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 %
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection il a été constaté que la voie engin couvrait le périmètre de l'entrepôt, qu'elle était dégagée et qu'il n'y avait aucun obstacle en hauteur. L'exploitant a transmis les éléments démontrant de la conformité de la voie engin : - une attestation de la société Eurovia du 30/09/2024 relative à la résistance mécanique de la voie engin - une attestation de la société Eurovia du 21/06/2024 relative à la largeur de la voie engin
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Interdiction de tous les PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 02/10/2025, article Entrée 82 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Ne peuvent être mises sur le marché ou utilisées à partir du 23 octobre 2030 dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS. [...]  6. les PFAS peuvent être utilisés dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS: a) jusqu'au 23 avril 2027 pour: i) la formation et les essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre les incendies, pour autant que tous les rejets soient contenus; [...] 7. À compter du 23 octobre 2026, l'utilisation des PFAS dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS, conformément au paragraphe 1 et au paragraphe 6, point c), est soumise aux conditions du présent paragraphe. L'utilisateur: a) veille à ce que les mousses anti-incendie ne soient utilisées que pour les incendies impliquant des liquides inflammables (feux de classe B); [...] c) veille à la collecte séparée des stocks de mousses anti-incendie non utilisées et des déchets contenant des PFAS, y compris les eaux usées, provenant de l'utilisation de mousses anti-incendie, lorsque cela est techniquement et pratiquement possible, et s'assure qu'ils fassent l'objet d'un traitement approprié de manière que la teneur en PFAS soit détruite ou transformée de manière irréversible; [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'émulseur sur son site et par conséquent n'a pas recours à des émulseur contenant des PFAS. Il n'est donc pas concerné par cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

